



www.entraide.be



RAPPORT ANNUEL 2018

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Le mot de la secrétaire générale et du président

Ce rapport d'activités est le premier que nous signons dans nos fonctions de secrétaire générale et de président. L'année 2018 a aussi été celle d'un large renouvellement du conseil d'administration. **Merci** à chacun des membres, ainsi qu'à tous nos volontaires, pour leur profond engagement pour que la terre tourne plus juste.

Merci aussi à tous nos donateurs qui, cette année encore, ont fait preuve d'**une grande générosité**. Celle-ci est un signe que **la fraternité des peuples** survit dans une période où des discours populistes essaient de nous faire croire que le « chacun pour soi » est la seule solution.

Nos partenaires du Burundi et de la RD Congo ont positivement répondu à notre invitation et ont fait de la campagne de Carême – qui mettait la région de l'Afrique des Grands Lacs à l'honneur – une véritable réussite. Cette réussite, nous la devons aussi à de nombreuses personnes **membres de la diaspora d'Afrique** qui ont répondu présents à nos appels pour mettre leurs pays d'origine au centre des débats. Alors que certains voudraient que la Coopération belge au développement devienne un outil de lutte contre les migrations, nous choisissons de mettre en exergue **la richesse de notre société multiculturelle**.

Les résultats obtenus par nos partenaires dans la région de **l'Afrique des Grands Lacs** forcent notre admiration. En effet, tout comme l'ensemble de nos partenaires, ils interviennent dans des zones de plus en plus touchées par les conflits, l'autoritarisme et les effets du changement climatique. Ils poursuivent pourtant, **avec détermination et succès**, leur action de terrain et démontrent chaque jour **la pertinence de l'agroécologie afin d'accéder à la souveraineté alimentaire pour tous**.

Cette année 2018 a aussi été l'occasion de rendre visible **l'action des femmes au sein de l'agriculture** : notre colloque sur l'agroécologie au féminin, mené avec Le Monde selon les femmes et le Collectif des femmes, a réuni plus de 300 personnes et a, entre autres, mené au dépôt d'une proposition de résolution parlementaire sur le thème des femmes dans l'agriculture. La sensibilisation des décideurs politiques face aux injustices qui affectent les femmes est essentielle pour mener **une coopération au développement émancipatrice pour toutes et tous**.

Nous avons également voulu interpeller les décideurs politiques sur l'enjeu crucial pour le futur de notre société que constitue le climat. À l'écoute de l'appel lancé par le pape François dans son **encyclique Laudato Si'**, nous avons activement participé aux **grandes marches citoyennes pour le climat** et mobilisé nos volontaires à participer à la **COP 24**.

Nous avons le souci de rendre nos actions quotidiennes cohérentes avec notre message.

Nous venons d'obtenir le renouvellement de notre **label environnemental Entreprise** écodynamique qui récompense notre effort de réduire l'impact de notre activité sur l'environnement.

Nous sommes signataires de la **charte intégrité** commune aux ONG de développement belges. L'intégrité est à nos yeux une valeur fondamentale. Elle doit guider nos actions ainsi que celles des collaborateurs de notre organisation : volontaires et partenaires.

Entraide et Fraternité est une ONG catholique de solidarité internationale. Elle défend un monde juste et équitable en appuyant la réalisation de projets de développement définis en partenariat avec des associations locales des pays du sud et en menant des actions d'éducation et de plaidoyer en Wallonie et à Bruxelles.



Axelle Fischer
Secrétaire générale



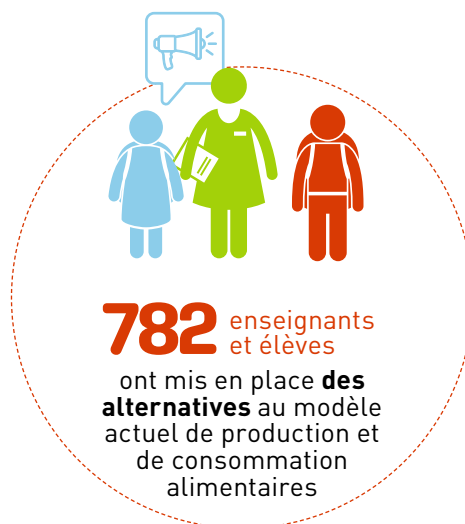
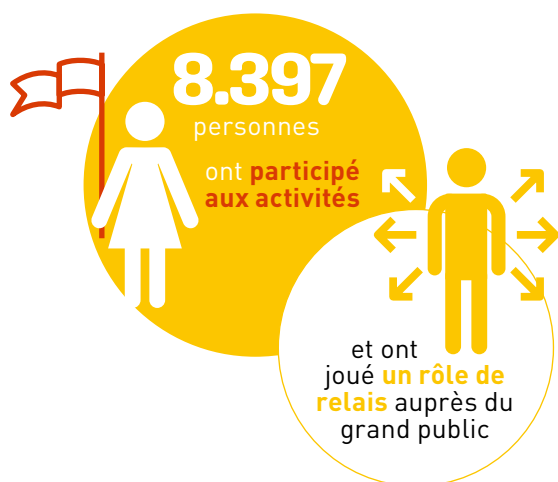
Christian Valenduc
Président

COMMENT NOTRE ACTION A FAIT LA DIFFÉRENCE

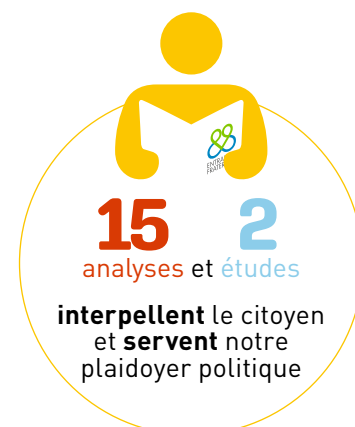
1 Soutien à des projets locaux dans les pays du sud



2 Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire



3 Plaidoyer pour l'intérêt commun



1 Soutien des projets locaux dans les pays du sud

Programmes internationaux

Nous soutenons des projets dans le cadre de **quatre programmes**. Avec un leitmotiv commun à toutes nos actions : ce sont les communautés locales qui sont au centre des projets, au centre du changement car

elles sont les premières concernées et les premières actrices de ce changement. C'est la condition indispensable à la réussite de notre ambition : faire tourner la terre plus juste.



Droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est notre programme le plus important : il soutient **l'agriculture familiale durable** dans 9 pays. La Coopération belge au développement soutient une grande partie de ce programme. Après trois années (2014-2016) consacrées à promouvoir la transition des systèmes agricoles et alimentaires vers l'agroécologie, notre programme *Pour que la Terre tourne plus juste : souveraineté alimentaire pour tous (2017-2021)* va plus loin en cherchant à diversifier davantage les revenus des paysans, à faire face aux effets du changement climatique, à rassembler les paysans en coopératives et à faire valoir leurs droits face aux autorités.

Montants
transférés
en 2018

1.842.867 €



Droits des enfants

Parce que les enfants sont les adultes de demain, Entraide et Fraternité leur dédie un programme spécifique pour mettre en valeur leurs droits qui sont malheureusement encore trop souvent bafoués. Ce programme est construit autour de **l'expression de leurs besoins et de leur participation** au changement de leurs conditions de vie.

78.724 €



Droits civils et politiques

Les droits civils et politiques sont de plus en plus menacés – et leurs défenseurs injustement criminalisés – dans les contextes d'intervention des partenaires soutenus par Entraide et Fraternité. Nous soutenons des associations de la société civile dans leur combat toujours plus pertinent pour **faire entendre et respecter la voix des plus faibles** et dans leur **opposition à la criminalisation des mouvements sociaux**.

100.256 €



Initiatives citoyennes de solidarité internationale

Les initiatives citoyennes de solidarité internationale sont des projets d'aide internationale soutenus par des groupes spécifiques de citoyens en Belgique. Ces groupes décident de s'associer à Entraide et Fraternité afin de renforcer l'impact de leur soutien aux organisations locales.

152.677 €



Amérique latine & Haïti

29 partenaires | 6 pays


Montants transférés en 2018

| Amérique latine & Haïti | 837.726 € |
|-------------------------|-----------|
| Guatemala | 267.864 € |
| Nicaragua | 230.948 € |
| Haïti | 225.742 € |
| Brésil | 64.993 € |
| Pérou | 45.428 € |
| Uruguay | 2.752 € |

Guatemala

-  **CDRO**
Asociación de Cooperación para el Desarrollo Rural de Occidente
-  **CEIBA**
Asociación para la Promoción y el Desarrollo de la Comunidad
-  **COINDI**
Cooperación Indígena para el Desarrollo Integral
-  **RED KUCHUB'AL**
-  **SERJUS**
Asociación Comunitaria Para El Desarrollo
-  **MOJOCA**
Movimiento de Jóvenes de la Calle
-  **PARROQUIA SANTIAGO**
Appui à la population rurale Maya
-  **SILOE**
Centre de formation et hôpital des enfants dénutris

Pérou

-  **CHIBOLITO**
Asociación Civil Chibolito
-  **KALLPA**
Asociación Kallpa Para La Promoción Integral de La Salud y el Desarrollo
-  **IPROFOTH**
Instituto de Promoción y Formación de Trabajadoras del Hogar
-  **GRUFIDES**
Grupo de Formación e Intervención para el Desarrollo Sostenible




Uruguay

-  **SENDEROS DE VIDA**
Appui aux mères adolescentes célibataires issues des milieux défavorisés

Haïti

-  **ICKL**
Institut Culturel Karl Lévêque
-  **PAPDA**
Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif
-  **SAKS**
Sosyete Animasyon Kominikasyon Sosyal
-  **SOFA**
Solidarite Fanm Ayisièn
-  **TÈT KOLE TI PEYIZAN AYISYEN**
-  **CHANDEL**
-  **DIOCÈSE DE JÉRÉMIE**
Centre éducatif culturel et sportif

Nicaragua

-  **FODA**
Fundacion Odorico D'Andrea
-  **AVODEC**
Asociación de Voluntarios para el Desarrollo Comunitario
-  **LA CUCULMECA**

Brésil

-  **CPT**
Comissão Pastoral da Terra Regional Goiás
-  **MST**
Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra
-  **VIA CAMPESINA GOIÁS**
-  **FETRAF**
Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar
-  **CAICO**
Centro de Apoio à Iniciativas Comunitárias
-  **CEDAC**
Centro de ação comunitaria



PROGRAMME
DROIT À L'ALIMENTATION



PROGRAMME
DROITS DES ENFANTS



PROGRAMME
DROITS CIVILS ET POLITIQUES



INITIATIVES CITOYENNES
DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE


Afrique

21 partenaires | 7 pays



Montants transférés en 2018

| Afrique | 926.014 € |
|----------------------------------|-----------|
| République Démocratique du Congo | 345.667 € |
| Burundi | 275.707 € |
| Madagascar | 210.015 € |
| Rwanda | 64.993 € |
| Togo & Zimbabwe | 5.745 € |
| Burkina Faso | 5.430 € |


Burkina Faso

-  **BURKINA SECOURS**
Centre de formation en menuiserie et soudure en milieu rural

Togo

-  **ASSOCIATION DES PAYSANS ÉPANOUIS**
Dispensaire
-  **MOKPOKO**
Activités génératrices de revenus en milieu rural

RD du Congo

-  **APEF**
Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin
-  **CENTRE DE PROMOTION DE LA SANTÉ KANGU**
-  **CAB**
Comité pour l'Autopromotion à la Base
-  **APDE**
Amis de la Paix pour le Développement Endogène
-  **BDD-Kasongo**
Bureau Diocésain de Développement-Kasongo
-  **ETU KIVU**
Octroi de bourses sociales pour des étudiants défavorisés
-  **GEADES**
Groupe d'Études et d'Action pour le Développement du Sud-Kivu
-  **SOUTENONS-NOUS**
Centre de formation aux techniques agroécologiques
-  **WAZEE-WETU**
Soutien social, économique et médical de personnes âgées


Rwanda

-   **APROJUMAP**
Association pour la Promotion des Jumelages et de l'Amitié entre les Peuples

Burundi

-  **CAM**
Centre Agropastoral de Mutwenzi
-  **CEPRODILIC-ADEPE**
Agence de Développement et de Protection de l'Environnement
-  **OAP**
Organisation d'Appui à l'auto-Promotion

Zimbabwe

-  **PAMUHACHA**
Prévention du VIH/SIDA dans les communautés rurales

Madagascar

-  **CARITAS-ANTSIRABE**
-  **FTM/CPM VAKINANKARATRA**
Firaikaninan'ny Tantsaha eto Madagasikara/Coalition Paysanne de Madagascar Vakinankaratra
-  **CSB**
Centre de Promotion rurale Saint-Benoît
-  **FTM/CPM ANALANJIROFO**
Firaikaninan'ny Tantsaha eto Madagasikara/Coalition Paysanne de Madagascar - Analanjirofo

Asie

12 partenaires | 2 pays

Montants transférés en 2018

| | |
|-------------|-----------|
| Asie | 330.785 € |
| Philippines | 271.363 € |
| Inde | 53.422 € |

Philippines

- 
CONZARRD
 Convergence of Zamboanga del sur on Agrarian Reform and Rural Development
- 
LAFCCOD
 Lanao Aquatic and Marine Fisheries Center for Community Development
- 
DKMP
 Demokratikong Kilusang Magbubukid Philipinas
- 
KILOS KA
 Kilusang Maralita sa Kanayunan
- 
SUMPAY
- 
AKMK
 Mindanao Tri-People Youth Center (Alyansa ng Kabataang Mindanao para sa Kapayapaan)
- 
LAHRA
 Lanao Alliance of Human Rights Advocates

Inde

- 
CSEI
 Centre for Social Equity and Inclusion
- 
JANA VIKAS
- 
OROSA
 Orissa Regional Organisation for Social Action
- 
MAHABODI
 École pour enfants issus de communautés rurales pauvres
- 
PREMIYOTI
 École en milieu rural pour enfants porteurs d'handicap

International

Montants transférés en 2018 : 101.000 €

- 
FIMARC
 Secrétariat International - Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
- 
JOCI
 Secrétariat International - Jeunesse Ouvrière Chrétienne Internationale
- 
MIJARC
 Secrétariat International - Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique
- 
Programme Droit à l'alimentation
- 
Programme Droits des enfants
- 
Programme Droits civils et politiques



PROGRAMME
DROIT À L'ALIMENTATION



PROGRAMME
DROITS DES ENFANTS



PROGRAMME
DROITS CIVILS ET POLITIQUES



INITIATIVES CITOYENNES
DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Programme

Droit à l'alimentation



37 partenaires - 10 pays - 1.842.867 €

Plus que jamais, l'alimentation est un droit. La planète pourrait nourrir toute la population qui y vit. Or, chaque jour, des centaines de millions de personnes ne mangent pas à leur faim.

En coopération avec des organisations partenaires locales, Entraide et Fraternité mène un programme pour le droit à l'alimentation *Pour que la Terre tourne plus juste : souveraineté alimentaire pour tous* dans 9 pays. Ce programme mise sur le développement et le renforcement d'une agriculture familiale et durable. La Coopération belge au développement soutient ces actions dans 7 pays : Burundi, Guatemala, Haïti, Madagascar, Nicaragua, Philippines et RD Congo. Le Rwanda et le Brésil sont soutenus sur fonds propres uniquement.

Les 4 objectifs du programme

- 1 Assurer la sécurité alimentaire à travers la valorisation de l'agriculture familiale agroécologique, l'accès à la terre et la diversification des revenus des petits paysans
- 2 Faire face de manière durable aux effets du changement climatique
- 3 Favoriser la participation collective des communautés de base aux décisions et à la reconnaissance de leurs droits
- 4 Sensibiliser aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes

En 2018

- **3.000** familles regroupées en **725** organisations paysannes ont bénéficié du programme.
- **93** coopératives agricoles se sont mieux structurées.

Un séminaire international pour renforcer la lutte pour le droit à l'alimentation

Du 11 au 22 juin, Entraide et Fraternité a réuni, à Bruxelles, des représentants de ses 9 partenaires du programme pour le droit à l'alimentation (Brésil, Burundi, Guatemala, Haïti, Madagascar, Nicaragua, Philippines, RD Congo, Rwanda) afin de **faire face aux défis du droit à l'alimentation**.

Une réflexion a tout d'abord été menée sur ce que comprend l'agroécologie et comment mieux la promouvoir.

Le séminaire a également dégagé des pistes d'actions concrètes afin de **renforcer la relation partenariale**, qui constitue un des enjeux fondamentaux de la stratégie d'intervention d'Entraide et Fraternité.

Deux notes *L'agroécologie vue par Entraide et Fraternité* et *La relation partenariale, une utopie et une action communes*, élaborées à partir du travail mené durant le séminaire, sont disponibles sur entraide.be/-Missions-

Les participants ont aussi pu **échanger sur des enjeux communs** : effets du changement climatique, plaider auprès des autorités...

Ce séminaire fut un grand succès mais surtout un moment-clé pour renforcer les actions du programme pour le droit à l'alimentation.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Entraide et Fraternité soutient **trois partenaires (APEF, CAB et GEADES)**, tous actifs dans la région du Sud-Kivu. Le programme accompagne **6.150 ménages agricoles**, regroupés dans **85 organisations paysannes**, pour accroître leur production et accéder aux marchés et ainsi améliorer leurs revenus.

Le Comité Anti-Bwaki est devenu le Comité pour l'Autopromotion à la Base (CAB). Il a, entre autres, formé **150 jeunes, dont 86 filles, à l'entrepreneuriat agricole** et leur a ensuite fourni du matériel (semences, outils aratoires, animaux, presses à fruits...) pour qu'ils puissent lancer leur micro-entreprise agropastorale. 11 micro-entreprises de pommes de terre, tomates, fruits... ont déjà été mises en place.

L'**APEF** (Association pour l'entrepreneuriat féminin) a formé **528 hommes à la remise en cause des barrières coutumières et de leur comportement envers les femmes.**

Elle a également fourni une décortiqueuse à riz à une coopérative composée de 93 membres, principalement des femmes, ce qui leur a permis d'obtenir un contrat auprès de la Brasserie de Bukavu pour la livraison de **180 tonnes de riz** chaque année. L'**APEF** ainsi que le **GEADES** (Groupe d'études et d'actions pour le développement du Sud-Kivu) ont permis la **légalisation de 11 coopératives agricoles**, qui respectent toutes la parité homme-femme.

« Mon mari ne m'aidait pas au champ ni dans les activités ménagères. Selon lui, il fallait respecter notre coutume. Aujourd'hui, grâce à ce qu'il a appris dans cette formation, il a commencé à m'accompagner au champ et à m'aider à faire les travaux ménagers. Il a même fini par me demander pardon pour certains de ses actes. Je n'ai pas pu m'empêcher de pleurer. »

Francine, membre de la coopérative Coopamka



L'Afrique des grands lacs en pleine incertitude

La **RD Congo** a été marquée par le **processus électoral qui a vu Félix Tshisekedi l'emporter** au terme des élections du 30 décembre 2018. Plusieurs observateurs ont mis en doute la crédibilité des résultats mais la population congolaise a accueilli cette victoire, synonyme de **départ du pouvoir de Joseph Kabila**, avec inquiétude mais espoir.

Le **Burundi** a connu un renforcement de la dérive autocratique avec l'acceptation de la **réforme de la Constitution** qui donne les coudées franches au président Pierre Nkurunziza pour rester en poste jusqu'en 2034. À cela s'est ajoutée une **forte situation d'insécurité et de restriction des libertés.**



BURUNDI

L'**OAP** (Organisation d'appui à l'autopromotion) a débuté **un chantier colossal** : la construction dans la province de Bujumbura rural d'un centre de formation sur les nouvelles techniques agricoles durables. Ce centre aura pour mission de lutter contre l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation qui touche plus de la moitié des paysans de cette région. **556.975 personnes** en bénéficieront.

L'OAP a également accompagné la légalisation de 50 coopératives et poursuivi avec succès sa sensibilisation à l'égalité entre les hommes et les femmes : **42% de femmes accompagnées font partie des organes de décision des coopératives.**

Pour sa part, **CEPRODILIC-ADEPE**, agence de développement et de protection de l'environnement, a formé **50 paysans, dont 18 femmes, à l'utilisation d'engrais organiques.** Depuis le début du programme, 97 paysans ont abandonné l'utilisation de pesticides chimiques.

Enfin, le **CAM** (Centre agropastoral de Mutwenzi) a organisé la formation aux techniques agroécologiques de **73 leaders paysans** (dont 59 jeunes âgés de moins de 35 ans) ainsi que celle en apiculture de **28 jeunes sans terre.**

Être efficace malgré les conflits

Une étude menée par les universités de l'UCLouvain et d'Anvers a abouti à une conclusion claire pour le partenaire d'Entraide et Fraternité : **L'OAP fait partie des organisations locales burundaises les plus efficaces de ces dernières années.**

Fondée en 1993, l'OAP a su traverser les guerres civiles, les crises politiques... tout en restant efficace grâce à une combinaison de facteurs qui constituent son identité : neutralité politique, **approche participative et investissement réel et quotidien auprès des populations locales**, entretien de relations transparentes avec tous les acteurs (partenaires, autorités...).



EN MARCHÉ VERS L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

À l'est du Congo (Sud-Kivu) et au Burundi où 80% de la population vit de l'agriculture, ce sont les femmes qui labourent, plantent, récoltent et nourrissent leurs familles.

Pourtant, comme dans une très large partie de l'Afrique, la tradition a placé les femmes dans **une**

situation de fragilité et de subordination à l'homme : les femmes sont exclues de la gestion des revenus du ménage, de l'accès à l'héritage et à l'éducation et n'ont pas le droit de s'exprimer en public.

Mais, aujourd'hui, **cela change.** Les partenaires d'Entraide et Fraternité de ces régions - ainsi que de tous les pays du programme d'Entraide et Fraternité - sensibilisent des groupes de femmes à leurs droits et

MADAGASCAR

À travers ses **trois partenaires, Caritas-Antsirabe, le Centre Saint-Benoît et la Coalition paysanne de Madagascar de deux régions**, Entraide et Fraternité accompagne **5.701 familles paysannes**.

Des greniers qui font disparaître la faim

Caritas-Antsirabe et le Centre Saint-Benoît ont, entre autres, aménagé **38 greniers communautaires villageois** afin de stocker les produits agricoles (haricots, maïs, riz...). Ces greniers **réduisent de 10 à 6 mois la période de soudure** qui est la période précédant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente peut venir à manquer. Ils constituent une avancée considérable.

Ils ont également construit, dans des régions arides, **deux barrages hydro-agricoles** qui permettent d'irriguer 150 ha de rizières qui bénéficient directement à 120 ménages.

Grâce au plaidoyer de la Coalition paysanne de Madagascar, **trois budgets participatifs et trois marchés communaux ont été mis en place pour obliger les autorités à participer au développement des communautés locales et faciliter l'écoulement de leurs produits**.

Enfin, depuis le début du programme, plus de **1000 femmes** ont accédé à des **postes à responsabilité** au sein des organisations paysannes soutenues par les trois partenaires.

Madagascar, la résilience comme espoir

Madagascar demeure **un des pays les plus pauvres de la planète** avec près de 92% de la population vivant avec moins de deux dollars US par jour et environ 33% des ménages vivant une situation d'insécurité alimentaire. Cette pauvreté se concentre dans les zones rurales qui dépendent de l'agriculture pour assurer leur survie et où vivent plus de 75% de la population.



leur font **prendre conscience** qu'elles ont **droit à une place équitable** au sein de la société.

Pour autant, **les hommes** ne sont pas laissés de côté. Progressivement, ceux-ci prennent conscience qu'un **changement de comportement** vis-à-vis des femmes est indispensable pour l'amélioration du bien-être de tous.



« Je vends moi-même la production de riz et je gère l'argent gagné. Aujourd'hui, mes enfants et mon mari me respectent. Ils ont de la considération pour moi. Maintenant je suis une Femme avec un F majuscule. »

Brigitte



HAÏTI

Des paysans déterminés à rester debout

Résignation et découragement ne sont pas des mots haïtiens. Les partenaires PAPDA, Tèt Kole, SOFA, ICKL et SAKS accompagnent **1.585 familles vulnérables vivant dans les zones reculées** afin d'assurer leurs sécurité et souveraineté alimentaires.

À la fin de la deuxième année du programme, **504 familles maîtrisent les techniques d'agroécologie** et ont augmenté de 10% leur production. Cela leur permet de faire face à l'augmentation des prix suite à l'inflation que connaît le pays.

PAPDA (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif), ICKL (Institut culturel Karl Levêque) et Tèt Kole ont distribué **65 vaches et 115 chèvres** en utilisant le mécanisme du crédit rotatif *Pase Kado*. **548 familles** ont déjà bénéficié de ce mécanisme.

Les partenaires ont également accompagné les familles dans le renforcement et la mise en place de petites entreprises solidaires : **cassaverie** dont les produits sont notamment utilisés en tant que compléments alimentaires pour les enfants souffrant de malnutrition ou encore une **boulangerie communautaire** qui a permis de financer des investissements dans la communauté, notamment pour l'école.

Une population abandonnée par ses dirigeants

Haïti est le **4^e pays le plus vulnérable aux effets du changement climatique** et a connu, en 2018, une longue période de sécheresse qui a affecté considérablement les communautés rurales où plus de 80% vivent de l'agriculture. Couplée à une inflation galopante, la pauvreté qui frappait 65% de la population s'est aggravée et **plus de 4,5 millions de personnes souffrent ou sont menacées par la famine**.

Cette situation ainsi que les scandales de corruption du président Moïse ont provoqué **un soulèvement populaire**. Inévitable quand un président favorise **l'agrobusiness à grande échelle au détriment des réels besoins des petits paysans haïtiens** vivant dans les zones reculées du pays, zones que l'État délaisse et surnomme même « le pays en dehors ».



« De nombreux défis subsistent toujours et nécessitent que nous nous mobilisions, surtout en matière de plaidoyer politique pour renforcer des initiatives d'économie sociale solidaire qui permettent aux communautés de devenir les actrices principales de leur processus de transformation. »

Jean-Pierre Ricot (PAPDA)



Une répression brutale

Le Nicaragua traverse une grave crise politique avec la **répression brutale d'un mouvement populaire** qui exige le départ du président Ortega au pouvoir depuis 2007. Cette répression des manifestations a fait 325 morts, 2.000 blessés, des centaines d'opposants détenus et environ 60.000 exilés, selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Les frustrations de la population proviennent de la **pauvreté qui a explosé** affectant plus de 60% de la population mais aussi de la **concentration des richesses** (300 familles possédant l'équivalent de 3 fois le PIB du pays), ce qui génère des inégalités extrêmes.

NICARAGUA

AVODEC, FODA et LA CUCULMECA ont accompagné **26 associations de base communautaires** dans la région aride de Jinotega, à l'est de la capitale Managua.

Une eau si précieuse

Les partenaires ont prêté une attention particulière à la gestion de l'eau, la région étant fréquemment frappée par des sécheresses : **installation de 9 systèmes d'irrigation** réduisant pour les femmes l'effort physique nécessaire pour déplacer l'eau, **réhabilitation et construction de puits personnels** bénéficiant à 39 personnes, installation de compteurs afin de gérer l'eau pour la consommation et l'agriculture de manière durable...

Ils ont formé **199 femmes et 120 hommes** à l'agroécologie et aux techniques de prévention des effets du changement climatique.

Enfin, **41 femmes ont pu acquérir une terre à cultiver.**

« Avoir accès à la terre permet d'améliorer notre situation économique et la qualité des aliments que nous mangeons. Être une femme ne signifie pas que nous ne pouvons pas travailler la terre. »

Les femmes de la communauté de Santiago del Coyolito

PHILIPPINES

Sur l'île de Mindanao qui contient les régions les plus pauvres du pays, Entraide et Fraternité soutient plusieurs organisations locales dont Kilos Ka. Active dans le plaidoyer pour l'accès à la terre, Kilos Ka a **permis à 147 paysans et paysannes d'acquérir une terre.**

LAFCCOD a appuyé les communautés de pêcheurs à créer un **sanctuaire marin de 26 hectares** où la pêche est interdite aux bateaux des grandes multinationales. L'objectif est de faire revenir les poissons près des côtes afin d'assurer une pêche durable et en suffisance. Entraide et Fraternité a également soutenu spécifiquement la plantation de **24.800 plants de mangrove** qui créent un rempart face aux catastrophes naturelles.

Les Philippines à contre-courant

Les Philippines font face aux effets de plus en plus croissants du changement climatique (typhons, tsunamis...) et subissent en outre une **crise liée à l'inflation des prix du riz** qui constitue l'élément principal de l'alimentation des petits paysans. Les autorités, en favorisant l'usage des pesticides chimiques et la **concentration des terres aux mains des grands propriétaires**, ne semblent pas vouloir opter pour une transition vers l'agriculture familiale et écologique.

« Chaque année, nous subissons des catastrophes naturelles, des inondations. Les mangroves vont nous protéger contre ces désastres. »

Zainoden, pêcheur soutenu par LAFCCOD



Programme

Droits des enfants



6 partenaires - 4 pays - 78.724 €

Bien que les droits des enfants constituent un tout indivisible, Entraide et Fraternité met l'accent sur le droit à la participation des enfants aux décisions qui les concernent. La participation permet aux enfants de s'exprimer et de participer au changement de leurs

conditions de vie. Elle est la condition préalable à l'exercice de tous leurs autres droits, que cela soit au sein des familles, des établissements scolaires ou encore de la communauté au sens large.



© C. Smets/La Boîte à Images

PÉROU

Notre partenaire local **Kallpa** a renforcé **les comités de vigilance** dans trois communautés des bidonvilles de San Juan de Lurigancho, dans la banlieue de Lima. Composés pour chacun de 5 dirigeants et de 5 agents de protection (tous élus par la communauté), leur mission est de veiller à ce que **184 enfants accèdent à une nutrition saine, aux services de santé, d'éducation, de loisirs et de protection.**

Ne pas banaliser la violence

Plus d'un tiers des parents sont persuadés que les enfants qui ne sont pas battus sont mal éduqués. Kallpa a formé les parents et les institutions en charge de l'enfance à prendre en compte les droits des enfants et a ensuite organisé des rencontres avec des enfants où ces derniers ont pu leur exprimer leur ressenti face à la violence.

À Cajamarca, **la maison d'accueil de Chibolito**, qui permet aux enfants vivant dans la rue de trouver un refuge où se laver et se nourrir, a accueilli de manière quotidienne **22 adolescents et enfants**. Chibolito a également organisé des ateliers de menuiserie, d'artisanat et de cuisine à destination d'une trentaine d'adolescents afin de leur fournir des compétences et capacités nécessaires pour trouver une source de revenus mais aussi reprendre confiance en soi.

35 enfants (18 filles et 17 garçons) exclus du système scolaire officiel (pour comportements inadaptés, absences...) ont pu, grâce à l'école Yakapacha dirigée par **Chibolito, accéder à une éducation adaptée à leur rythme** ainsi qu'à des activités de loisirs.

« Avant, je faisais des choses que je ne devais pas. Je frappais mes enfants dès que j'étais énervé. Grâce aux ateliers de Kallpa, je dialogue avec eux lorsque quelque chose ne va pas. »

Manoel, père de 2 enfants

Les enfants oubliés de la croissance

Au **Pérou**, malgré le développement économique remarqué du pays, 35% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Cette pauvreté se concentre et s'est accrue dans les bidonvilles de Lima ainsi que dans les régions rurales.

Dans ce contexte de précarité, **les enfants sont les premières victimes** : malnutrition, maladies, exclusion scolaire, violences ou encore exploitations.



GUATEMALA

Il y a 25 ans, un mouvement des jeunes de la rue basé sur l'amitié libératrice, le **MOJOCA** (*Movimiento de los Jovenes de la Calle*), naissait à Guatemala City. Il leur offre aujourd'hui **un accompagnement exhaustif** (formation professionnelle, suivis médical et psychologique...).

Le rêve des jeunes de la rue : être respecté

La participation des jeunes de la rue au fonctionnement de l'association constitue la **clé du succès** du mouvement et leur permet de se sentir reconnus, de retrouver confiance en eux, de s'exprimer, de s'organiser, de prendre des décisions et de s'engager dans la société.

L'accent a été mis sur l'accès au travail des jeunes de la rue. Le MOJOCA a notamment formé **40 apprentis** en tant que pizzaiolo, boulanger-pâtissier, couturier... Les résultats sont épatants : plus de 3.000 pizzas et 30.000 pains et pâtisseries vendus, plus de 1.000 pièces d'artisanat vendues (surtout en Belgique).

Le MOJOCA a également offert une aide (groupes de soutiens mutuels notamment pour les filles de la rue, éducation à la santé, soutien scolaire, ateliers sportifs et artistiques...) à **plus de 400 jeunes de la rue**.

Une amitié qui libère

« L'amitié, c'est écouter l'autre, le considérer comme une personne importante. Elle rassemble et libère la parole car chacun parle de soi lorsqu'il est écouté sans être jugé. L'amitié est un soutien psychologique. On parle d'amitié quand ce n'est pas forcé, pas imposé. C'est un moteur qui te donne de la force. »

Kenia, ancienne enfant de la rue, aujourd'hui animatrice au sein du MOJOCA

« Lorsqu'un garçon ou une fille qui vit dans la rue, qui n'a aucun droit, qui est considéré comme un déchet, se lève, prend la parole, s'associe avec d'autres jeunes pour changer les choses, défendre leur dignité, alors l'espoir n'est pas mort. »

Gérard Lutte,
fondateur du MOJOCA

Les enfants des rues traités comme des ordures

Dans la capitale, Guatemala City, nombreux sont les jeunes provenant principalement des minorités indigènes qui se retrouvent à vivre dans la rue, victimes de la violence prégnante au sein des familles et de la pauvreté qui frappe près de 60% de la population. Ces jeunes doivent faire face aux **conditions de vie difficiles de la rue** mais aussi au **rejet de la société**. Ils sont victimes d'humiliations, d'agressions, d'arrestations arbitraires et même d'assassinats.



Programme

Droits civils et politiques



8 partenaires - 6 pays - 100.256 €

Entraide et Fraternité soutient les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits humains et de la démocratie pour faire entendre la voix des plus faibles et pour faire valoir leurs droits.



© C. Smets/La Boîte à Images

PÉROU

Une victoire qui donne espoir

Après sept années de lutte et de plaidoyer intense mené par notre partenaire local IPROFOTH (Institut de promotion et de formation des travailleuses domestiques) avec les autres défenseurs des travailleuses domestiques au Pérou, **le Congrès péruvien a ratifié, le 14 juin, la Convention 189 de l'OIT** (Organisation internationale du travail) et sa recommandation 201.

Ce texte garantit aux travailleuses domestiques un contrat de travail écrit, **le droit à une rémunération vitale minimum**, à un repos payé, **l'accès à la sécurité sociale**... Ils obligent également les autorités à effectuer des contrôles au sein des familles.

C'est donc une grande victoire pour IPROFOTH, association fondée par des travailleuses domestiques pour des travailleuses domestiques, qui offre chaque année un accompagnement social, psychologique et juridique à plus de 300 travailleuses domestiques.

La pression exercée sur les autorités par IPROFOTH et ses partenaires se poursuit toutefois car il est encore nécessaire d'intégrer toutes les dispositions de cette Convention dans la loi péruvienne.

Les travailleuses domestiques ? Des esclaves modernes !

406.000 femmes au Pérou sont des employées de maison. Il s'agit le plus souvent de **très jeunes filles ayant moins de 14 ans** et qui fuient la pauvreté des campagnes pour rejoindre les grandes villes, principalement Lima, où vivent les familles les plus fortunées.

Ces familles les engagent - oralement - en tant que travailleuses domestiques et leur promettent un avenir radieux. La réalité est malheureusement bien différente. Sans contrat de travail écrit et loin de tout soutien familial, **elles sont invisibles et les familles en profitent** : maltraitements physiques et psychologiques, salaire indécent (moins de 15% seulement gagnent le salaire minimum légal de 950 soles par mois, soit environ 240 euros). Les travailleuses domestiques sont tout simplement traitées comme des esclaves.

« IPROFOTH m'a fait comprendre que j'étais un être humain comme les autres et que j'avais des droits ! »

Anna Maria

PHILIPPINES

LAHRA (Alliance des défenseurs des droits de l'homme de Lanao) a multiplié les actions afin d'aider les personnes ayant subi des violations de leurs droits à avoir accès à la justice.

Non à l'impunité

Un comité local de défense des droits humains composé de 40 personnes a notamment été mis en place grâce à LAHRA. Un véritable succès de mobilisation des communautés de base pour leurs droits. Plusieurs dizaines de personnes déplacées suite aux combats à Marawi ont déjà pu bénéficier du travail de ce comité (obtention d'une aide au logement, à une assistance alimentaire...).

En collaboration avec le barreau des Philippines, LAHRA a soumis aux autorités judiciaires locales **125 dossiers de personnes ayant subi des violations de leurs droits humains** suite aux combats à Marawi (pillage des maisons des personnes déplacées, meurtres, cas de tortures...).

Étant donné le contexte actuel, il est cependant peu probable que les cas les plus sensibles obtiennent justice. Il reste toutefois très important de documenter les différents abus afin que les crimes ne restent pas impunis, une fois le contexte devenu plus favorable.

« Les camions de l'armée étaient remplis de nos sacs de récoltes, de nos meubles... Quand j'ai eu accès à ma maison, il ne restait plus rien. »

Bassam, témoignage Amnesty International suite au siège de Marawi

Mindanao, le mépris des droits humains

Des milliers de personnes ont été exécutées illégalement dans le cadre de la guerre contre la drogue lancée par le président Duterte ! Ce dernier en profite pour éliminer, torturer ou menacer les acteurs qui le gênent (leaders paysans, prêtres, journalistes, avocats...).

Mindanao vit aussi sous le régime de **la loi martiale** suite à la guérilla urbaine entre l'armée philippine et des milices djihadistes qui a sévi durant 5 mois dans la ville de Marawi (400.000 personnes déplacées). Les civils ont subi de nombreux abus durant ces combats.



Initiatives citoyennes de solidarité internationale



16 partenaires - 9 pays - 152.677 €

Les initiatives citoyennes de solidarité internationale sont des projets d'aide internationale soutenus par des groupes spécifiques de citoyens en Belgique. Ils décident de s'associer à Entraide et Fraternité afin de renforcer l'impact de leur soutien aux organisations locales.

À **Bukavu**, la capitale de la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, **le projet Wazee Wetu (WAVE)** - ce qui signifie « Nos vieux » - a été créé en 2006 par le Bureau diocésain des œuvres médicales de l'Archidiocèse de Bukavu et est soutenu par un groupe de citoyens belges.

Ce projet vise à **améliorer les conditions de vie et de prise en charge des personnes âgées** dans la région de Bukavu à travers trois grands axes : médical, économique et social. Des milliers de personnes âgées ne bénéficient pas d'un système de retraite et se retrouvent souvent sans ressources, leurs familles n'ayant pas les moyens de les prendre en charge.

En 2018, WAVE est tout d'abord venu en aide à plus de mille personnes âgées malades (apport de médicaments, soins kiné...) et a aidé à l'inscription de presque 100 personnes âgées à une mutuelle de santé. Une dizaine de maisons ont aussi été réhabilitées pour accueillir des personnes sans abri.

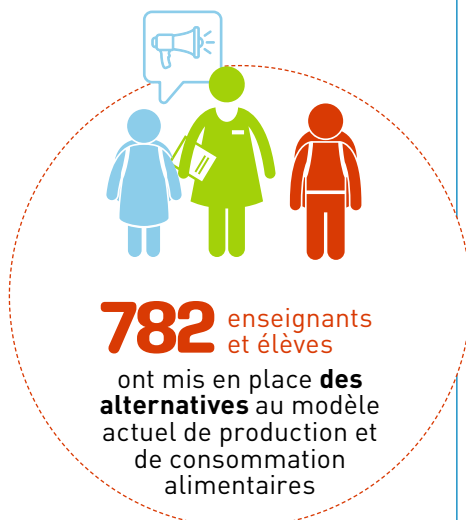
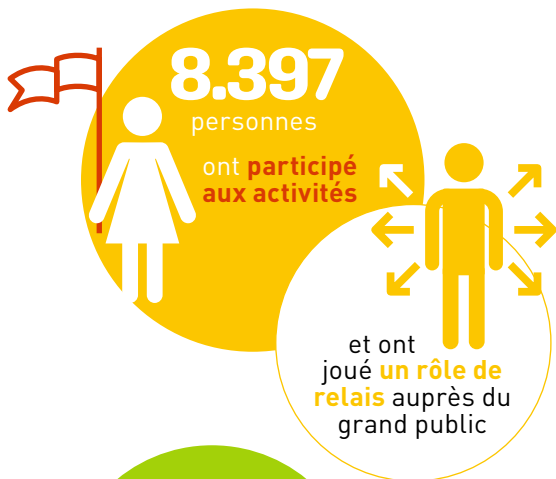
WAVE a distribué 248 animaux et créé 7 champs communautaires où **220 personnes âgées encore actives peuvent cultiver de quoi subvenir à leurs besoins en nourriture**. Pour favoriser leur indépendance économique, WAVE appuie aussi des groupes à développer des activités génératrices de revenus (production de savons, fabrication de sacs à main...).

WAVE essaie enfin de trouver des solutions structurelles en éveillant les jeunes aux problématiques du troisième âge.



2 L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire

L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire est un processus éducatif qui vise à proposer **une réflexion critique sur les relations Nord-Sud** et à réfléchir aux conséquences des actes quotidiens dans une société mondialisée. Au-delà de ses missions de sensibilisation et d'information, elle entend également mobiliser tout un chacun à **changer de valeurs et de comportements** afin de parvenir à la **construction de sociétés plus justes**.



2018 en quelques mots et images

Janvier

Février

Move with Africa au Rwanda

Dans le cadre de l'opération *Move with Africa* de La Libre Belgique, **une vingtaine d'élèves** du secondaire supérieur du collège Saint-Quirin de Huy se sont rendus durant deux semaines **au Rwanda** après une formation de plusieurs mois.

Accompagnés d'Aprojumap, notre partenaire local actif sur le terrain de la souveraineté alimentaire, et de deux représentants d'Entraide et Fraternité, les élèves **ont partagé le travail quotidien des communautés les plus pauvres**, échangé avec les autorités locales sur les défis du pays ou encore découvert la richesse de la culture rwandaise.

Ce voyage a laissé des traces chez chacun (diminution de la consommation d'eau quotidienne, consommation de produits locaux...) et tous sont revenus avec la conviction que **la solidarité et le respect mutuel** font partie des valeurs indispensables à un monde plus juste.



LA CAMPAGNE DE CARÊME

L'Afrique des Grands Lacs, et plus spécifiquement **la place des femmes dans l'agriculture** au sein de cette région, était à l'honneur durant les six semaines de campagne. L'agriculture fournit les moyens d'existence à 80% de la population des Grands Lacs et ce sont essentiellement les femmes qui nourrissent les familles. Pourtant, **les femmes paysannes sont exclues du savoir, de l'avoir et du pouvoir.**

Mgr Joachim Ntahondereye, évêque de Muyinga et **président de la Conférence épiscopale du Burundi**, était l'invité d'honneur de la campagne. Du 7 au 24 mars, cinq représentants d'associations partenaires congolaises et burundaises sont venus témoigner auprès de nos communautés.

Février

Mars

Avril

Quelques moments forts de la campagne



Mgr Ntahondereye a rencontré le ministre de la Coopération belge au développement, **Alexander De Croo** pour défendre une agriculture familiale durable et productive.



L'Abbé Floribert Niyungeko (directeur du CAM, Burundi) et Thierry de Stexhe (directeur de la Ferme de Froidmont Insertion) ont tenu à Braine-l'Alleud un débat passionnant : **« Comment, au Nord et au Sud, la formation en agroécologie peut-elle être un outil d'émancipation sociale ? »**

À l'UCL-Mons, Aurélie Leroy (Cetri) et Anne-Marie Chishugi (CAB, RD Congo) ont interpellé l'assemblée sur la trop faible place des femmes au sein des politiques de développement.



Georgette Mpawenimana (OAP, Burundi) et les nombreux participants de la traditionnelle Solidarifête sont allés **à la rencontre des initiatives locales d'agriculture écologique** afin d'échanger sur le combat commun mené au Nord et au Sud contre l'agrobusiness.

Cinq volontaires qui avaient visité l'an dernier les projets menés par nos partenaires en RD Congo et au Burundi ont partagé leur expérience à de nombreuses reprises durant la campagne. **« Nous avons cette mission morale de témoigner et d'apporter un regard croisé. Avoir été soi-même un témoin sur place est un plus indéniable »**, expliquait Jacques Delcourt.



Mgr Delville aux Philippines

L'évêque de Liège s'est rendu sur l'île de Mindanao aux Philippines afin de découvrir le travail mené par les partenaires d'Entraide et Fraternité. À son retour, il a partagé son expérience aux volontaires et permanents d'Entraide et Fraternité en vue de la préparation de la campagne de Carême 2019.



Mai

Juin

Juillet

Août

Septembre

Octobre

Novembre

Décembre



Journées d'automne

C'est une nouvelle fois à Farnières, près de Vielsalm, que s'est retrouvée l'équipe élargie de volontaires et de permanents d'Entraide et Fraternité et de Vivre Ensemble. **Deux jours d'échanges et de rencontres, des exposés et diverses sessions**, notamment « Comment peut-on s'appuyer sur l'enseignement social de l'Église dans notre travail d'animation et d'éducation auprès de nos publics ? »

Mobilisation des élèves en faveur des droits des enfants

Entraide et Fraternité a organisé la **seconde édition de la campagne d'animation sur les droits des enfants**. Les élèves de 6^e primaire de l'école Sacré-Cœur de Jette ont abordé la question des **discriminations subies par les enfants**, et surtout les filles, en Belgique mais aussi en Inde grâce à la **visite d'un Indien dalit**. Par la suite, les élèves se sont mobilisés pour deux associations bruxelloises de lutte contre la pauvreté. Une bonne application de la méthode Voir-Juger-Agir, chère à Entraide et Fraternité.



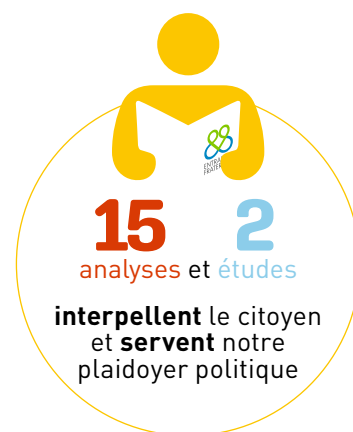
Des volontaires à la COP24

Une dizaine de volontaires, après avoir participé à la mobilisation climatique du 2 décembre dans les rues de Bruxelles aux côtés de 70.000 citoyens, se sont rendus à la 24^e conférence internationale des Nations unies sur le climat (COP 24) à Katowice, en Pologne. Ils sont **revenus certes inquiets** devant un accord politique trop peu ambitieux **mais revigorés par l'enthousiasme des citoyens à sauver la planète**.

3 Le plaidoyer pour l'intérêt commun

Entraide et Fraternité contribue également aux **changements structurels** au travers d'actions, aux niveaux belge et européen, en direction des **décideurs poli-**

tiques ou religieux. Dans une société mondialisée, nos dirigeants ont, en effet, une responsabilité dans les injustices présentes dans les pays du sud.



Le respect des droits humains : aussi pour les entreprises !

Du 15 au 19 octobre, **300 représentants de la société civile, dont Entraide et Fraternité**, étaient présents à Genève au Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies. L'objectif ? Obtenir une régulation internationale plus stricte des entreprises, particulièrement les

multinationales qui entravent les droits humains et l'environnement à travers le monde.

Au début du processus, l'Union européenne et la Belgique avaient brillé par leur absence et leur refus de discuter. Mais grâce à la pression de la société civile, ils se montrent aujourd'hui présents et adoptent une attitude plus constructive.



15 analyses et 2 études sur l'importance d'un changement imminent de modèle de société

Entraide et Fraternité encourage les décideurs à appuyer l'agriculture familiale, à prendre soin de l'environnement et à réglementer le commerce international, en particulier agroalimentaire. Le secteur politique a produit de nombreuses analyses contribuant à faire de ces thèmes de mobilisation des sujets d'actualité.

- *Une régulation des entreprises pour assurer le droit à l'alimentation : vers la fin du business as usual ?*

Cette analyse éclaire l'importance de la régulation du secteur privé.

- *Changement climatique et engagement : Quel équilibre entre nos actions personnelles et la définition d'un nouveau projet humain ?*

En croisant le rapport du GIEC et l'encyclique *Laudato Si'*, cette analyse relie l'enjeu global du réchauffement climatique à la capacité d'agir des communautés chrétiennes pour un monde juste.

- *La problématique foncière à Madagascar : tour d'horizon, enjeux, défis et perspectives*

Cette étude menée en collaboration avec le CETRI vient renforcer une littérature peu existante sur l'importance de l'accès à la terre afin d'assurer la souveraineté alimentaire des petits paysans.

Non aux discriminations des agricultrices

José Renard, chef adjoint du cabinet du ministre de l'agriculture wallonne R. Collin, a publiquement pris position **en faveur des mouvements de femmes rurales et agricultrices** lors du colloque « *Agriculture : qui récolte ?* » organisé par Entraide et Fraternité en collaboration avec Le Monde selon les femmes et le Collectif des femmes à Louvain-la-Neuve.

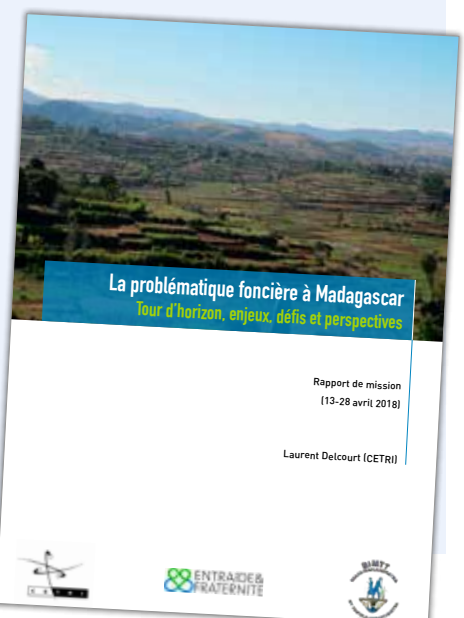
Des représentantes d'associations d'agricultrices wallonne, française, italienne et bolivienne ainsi que d'associations partenaires d'Entraide et Fraternité (RD Congo, Burundi et Philippines) ont partagé leurs expériences lors de ce colloque avec les **320 personnes présentes** sur les discriminations auxquelles font face les femmes agricultrices.

Cet événement a par la suite donné lieu au **dépôt d'une proposition de résolution parlementaire**. La sensibilisation des décideurs politiques face aux injustices rencontrées par les femmes est essentielle pour mener une coopération au développement émancipatrice pour toutes et tous !

Suite à l'insistance du réseau dont fait partie Entraide et Fraternité, un groupe « Genre et agriculture » au sein du Conseil consultatif « Genre et développement » a été créé. Ceci permettra à l'avenir de traiter de la place spécifique des femmes dans les projets d'agriculture soutenus par la Coopération belge au développement.

SOCFIN dérape. Entraide et Fraternité réagit !

Entraide et Fraternité s'est mobilisée aux côtés de la société civile belge pour **réclamer une enquête internationale indépendante ainsi que le gel des financements par la banque ING de la multinationale belgo-luxembourgeoise SOCFIN**. Spécialisée dans la production d'huile de palme et de caoutchouc, SOCFIN a accaparé les terres de 32.000 personnes en Sierra Leone, violant leurs droits. Affaire à suivre en 2019.



La problématique foncière à Madagascar Tour d'horizon, enjeux, défis et perspectives

Rapport de mission
[13-28 avril 2018]

Laurent Detcourt (CETRI)



“ Mon engagement est un acte de justice,
mon engagement est un geste de fraternité,
mon engagement est un monde meilleur. ”



SOLIDARITÉS & COMMUNICATION

Merci pour votre solidarité!

Une fois encore, les missions d'Entraide et Fraternité ont pu se réaliser grâce à la grande générosité des donateurs et l'investissement sans faille des volontaires. **Merci** pour ce geste de partage, pour cette indispensable solidarité. **Merci** de faire tourner la terre plus juste. **Merci de semer l'espoir.**

Le saviez-vous?

Chaque don attribué au programme Droit à l'alimentation soutenu par la Coopération belge au développement **est multiplié par 4 grâce au système de cofinancement avec la Coopération belge au développement.**

Léguer un monde plus juste

Le 13 décembre, Entraide et Fraternité était présente à l'**AfricaMuseum** de Tervuren pour le Salon du Testament pour les Bonnes causes organisé par la **plateforme Testament.be**.

Un programme d'exception attendait les donateurs et sympathisants qui souhaitent faire perdurer leur engagement et garantir la pérennité du soutien aux plus défavorisés dans les pays du sud grâce à **un legs en duo, un legs particulier ou une donation**. Une visite guidée des plus passionnantes du musée, des conférences et échanges personnalisés avec des notaires et avocats autour des questions telles que : comment puis-je faire un legs à une association et en même temps favoriser ma famille et mes proches? comment rédiger un testament?



© Testament.be

Succès international pour le film de campagne

Le **film de campagne de Carême** *Elles sèment le monde de demain* a été largement diffusé en Belgique (Festival Alimenterre, RTBF...) et sera **diffusé en France** (inclus ses territoires d'Outre-mer) et au **Sénégal**.

Ce film sème l'espoir en dressant le **portrait de trois femmes paysannes** appuyées pas nos partenaires au



Sud-Kivu et au Burundi. On les voit **en marche vers leur émancipation** dans des sociétés où elles sont subordonnées aux hommes alors que ce sont elles qui nourrissent leurs familles. Ce film fait également réfléchir sur les similitudes des combats autour de la question du genre en Belgique.

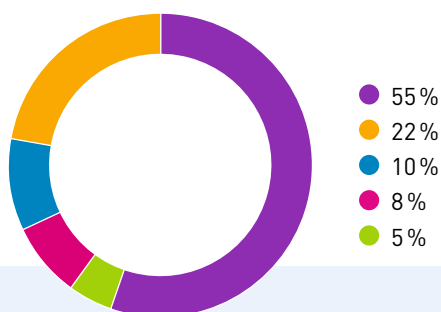
Pour celles et ceux qui n'auraient pas eu la chance de visionner le film, celui-ci est disponible sur la chaîne YouTube d'Entraide et Fraternité.

LES COMPTES

ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

Produits

| | |
|--------------------------------|--------------------|
| ● Dons privés | 1.089.188 € |
| ● Paroisses, écoles et groupes | 483.363 € |
| ● Subsidés publics | 2.722.898 € |
| ● Subsidés privés | 229.951 € |
| ● Legs et autres recettes | 388.591 € |
| TOTAL | 4.913.992 € |



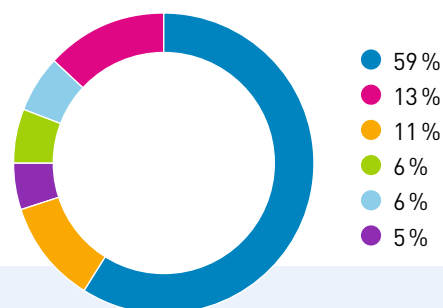
L'année 2018 est une bonne année financière pour Entraide et Fraternité.

Globalement, les donations sont en augmentation de 13% pour s'établir à 1.859.025 €. En effet, elles ont connu une nette augmentation (+214.024 €), principalement grâce aux legs (277.564 €) et à des dons exceptionnels (c'est-à-dire d'un montant supérieur à 20.000 €). Les dons collectifs provenant des écoles et des groupes se portent bien (+20.676 €, soit 47% de mieux). On note toutefois un léger tassement (diminution de 2,4%) des collectes au sein des paroisses.

Les subsides publics ont augmenté de 322.319 € pour s'établir à 2.722.898 €. Ceci s'explique par la dynamique du programme cofinancé par la Coopération belge au développement qui prévoyait

Charges

| | |
|---------------------------------------|--------------------|
| ● Programme partenariat international | 2.664.594 € |
| ● Programme éducation | 517.635 € |
| ● Programme plaidoyer | 209.453 € |
| ● Communication | 272.349 € |
| ● Récolte de fonds | 269.332 € |
| ● Coordination et administration | 611.674 € |
| TOTAL | 4.545.039 € |



des dépenses plus importantes en 2018. De plus, les autres bailleurs publics pour nos actions dans les pays du sud ont financé des projets pour environ 85.000 € complémentaires. **Les subsides privés** (229.951 €) ont encore progressé par rapport à 2017, d'un montant de 34.568 €. Ceci conforte la décision prise de s'adresser aux fondations.

La somme totale des fonds propres d'Entraide et Fraternité reste toujours très importante (45% des recettes, ce qui inclut aussi les subsides d'origine privée). Ceci nous permet **une indépendance financière stratégique essentielle** et nous donne la capacité de continuer à mener nos activités de soutien à des associations de pays du sud qui, selon leurs propres priorités, luttent contre la pauvreté, promeuvent l'agriculture



Actif

| | |
|-----------------|--------------------|
| Immobilisations | 699.402 € |
| Créances | 193.494 € |
| Disponible | 1.144.556 € |
| TOTAL | 2.037.452 € |

Passif

| | |
|--------------|--------------------|
| Réserves | 1.638.105 € |
| Dettes | 399.347 € |
| TOTAL | 2.037.452 € |

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 15 juin 2019



Nous sommes membres de l'AERF - Association pour une éthique dans la récolte de fonds - qui garantit la transparence dans l'utilisation des dons. Nous adhérons à son code déontologique dans lequel est repris un droit à l'information.

Nos comptes et bilan sont audités et certifiés par le cabinet MAILLARD, DETHIER & CO, réviseur d'entreprises indépendant.

Ils sont publiés sur le site internet de la Banque Nationale (www.bnb.be) et sur le site internet de Donorinfo (www.donorinfo.be).

Vous les trouvez également sur notre site internet www.entraide.be.

familiale comme l'un des moyens de lutter efficacement contre la faim et promeuvent le respect des droits humains de chacun (59% des dépenses). Cela nous permet également de poursuivre nos activités de sensibilisation et mobilisation du public belge aux enjeux des relations Nord-Sud (11%) et de plaider envers les décideurs politiques (5%).

Comme lors de l'exercice précédent, **une partie de nos recettes a été consacrée à la récolte de fonds et à la communication** (12%), deux activités qui restent capitales pour envisager le futur avec confiance.

Les frais administratifs et de coordination restent faibles (13%), bien en-dessous de ce qui est permis par la législation belge dans le secteur des ONG (20%).

Merci infiniment à tous les donatrices et donateurs, volontaires, légataires, paroisses, écoles, groupes de solidarité qui continuent à nous soutenir « pour que la Terre tourne plus juste ! » Sans vous, notre ONG ne pourrait pas avoir tout l'impact et le retentissement d'aujourd'hui.

Merci aussi aux donateurs institutionnels et privés pour leur précieux soutien : Coopération belge au développement, Wallonie-Bruxelles International (WBI), CNCD, EHK, Fondation Lebbe-Havenith, Fondation La Croix du Sud, Fondation Gillès et d'autres encore.



Nos bureaux

SIÈGE

Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles
T. 02 227 66 80 | F. 02 217 32 59
entraide@entraide.be | www.entraide.be

BRABANT WALLON

Chaussée de Bruxelles, 67 - 1300 Wavre
M. 0473 31 04 67 | brabant.wallon@entraide.be

BRUXELLES

Rue de la Linière, 14 - 1060 Bruxelles
T. 02 533 29 58 | M. 0479 56 77 61 | bruxelles@entraide.be

HAINAUT

Rue Lefèvre, 59 - 6030 Marchienne-au-Pont
T+F. 071 32 77 42 | M. 0473 31 02 31
charleroi@entraide.be | tournai@entraide.be

LIÈGE

Rue Chevaufosse, 72 - 4000 Liège
T. 04 222 08 00 | M. 0473 31 05 89
M. 0478 39 19 37 | christophe.cornet@entraide.be

NAMUR-LUXEMBOURG

Place du Chapitre, 5 - 5000 Namur
Namur : T. 081 41 41 22 | M. 0490 64 91 14
namur@entraide.be
Luxembourg : M. 0499 90 64 99
luxembourg@entraide.be

RÉGION GERMANOPHONE

Judenstraße, 29 - 4700 Eupen
T+F. 087 55 50 32 | info@miteinander.be

Suivez l'actualité d'Entraide et Fraternité au quotidien

www.entraide.be

 EntraideEtFraternité

 #EntraideFrater



Ed. responsable - Axelle Fischer - rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles - Crédit-photos : Entraide et Fraternité (sauf mention)

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !